

Parti  
communiste  
français

commission Santé  
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

mai 2014

globule  
rouge  
INFO

## APRÈS LE 25 MAI RÉUSSIR LE 14 JUIN !

Les résultats des élections européennes amènent plusieurs appréciations pour le PCF.

Le très haut niveau de l'abstention et le niveau historique du Front national confirment que la crise politique et démocratique que traverse notre pays atteint un seuil critique. Les causes de cette situation sont claires : le rejet massif du modèle libéral de l'Union européenne et le mépris que les tenants de ce modèle ont opposé depuis dix ans à tous ceux qui le contestaient ; l'enfermement de François Hollande et de Manuel Valls dans une politique d'austérité désavouée par le pays ; le profond désarroi dans lequel cette situation plonge les classes populaires et l'ensemble des électeurs de gauche.

Si la droite et l'extrême droite

sont en tête, c'est surtout que la majorité gouvernementale est ce soir sanctionnée et isolée. La gauche sort très affaiblie de ce scrutin.

Dans ce contexte, les résultats du Front de gauche, équi-

valents à ce qu'ils étaient en 2009, ne permettent pas de relever le défi d'une voix alternative majoritaire à gauche. Un vaste chantier est devant nous.

Le PCF lance un appel solennel. De cette crise politique doit émerger une perspective réelle et crédible à gauche sur fond de rupture avec ce système rompu aux thèses libérales. La gauche s'est trop éloignée de ses valeurs.

Le Front de gauche/santé organise le 14 juin une rencontre nationale pour élaborer

collectivement des alternatives politiques aux décisions gouvernementales d'austérité. Nous avons des textes sur différents thèmes mis à la disposition pour cette journée... Il est important d'en assurer le succès notamment en terme de participation militante. Chacune et chacun y est le bienvenue pour échanger sur la situation, pour co-construire les réponses alternatives face aux renoncements gouvernementaux.

INVITATION

FRONT DE GAUCHE SANTÉ PROTECTION SOCIALE

**RENCONTRE NATIONALE**  
**14 JUIN 2014**  
75 boulevard Vincent Auriol Paris 13<sup>e</sup>  
métro Chevaleret

**une autre Sécu est possible**  
**avec la prise en charge**  
**à 100% des soins**

le Front de gauche Santé/protection sociale invite  
tous les militant-e-s, acteurs engagés dans les luttes  
organisations syndicales, collectifs, associations, mutuelles  
salarié-e-s, usager-e-s et élu-e-s  
à se rencontrer pour débattre sur des alternatives possibles  
sur les grands thèmes tels que :

l'organisation du système de santé  
les questions de financement et le remboursement des soins  
la politique familiale

voir au verso

Le succès de cette initiative trouvera des suites dans l'université d'été du PCF, dans la journée des Estivales du Front de gauche, dans la Fête de l'Humanité...

Jean-Luc Gibelin  
animateur de la commission  
Santé/protection sociale

une  
réunion  
de la  
commission  
se tiendra

samedi 21 juin  
de 9 h30  
à 16 h30  
au CN du PCF

merci de confirmer  
la participation à l'adresse :

sante@pcf.fr

## SOIRÉE SANTÉ ET EUROPE

Le 19 mai, nous avons tenu une soirée très intéressante autour de la problématique *Santé et Europe*. Un médecin grec nous a décrit la réalité des conséquences des coupes dramatiques que la politique imposée par la « Troika » fait subir au peuple grec mais aussi maintenant aux espagnols, aux portugais, etc. Cette réalité est importante à faire connaître pour bien mesurer à quelle extrémité le libéralisme est capable d'aller dans sa logique de profit financier.

Nous avons aussi eu un éclairage sur le féminisme et la santé en Europe.

Le débat a duré plus de deux heures trente. Anne Sabourin, candidate sur la liste du Front de gauche en Île-de-France, a donné des éléments sur notre engagement et notre action pour une Europe solidaire...

## FORMATION DES ÉLUE-ES

Le CIDEFE, la commission *Santé/protection sociale* du PCF et la FNFCEPPCS (organisme de formation des personnels des centres de santé) organisent une journée de formation le 11 juin intitulée : **Pour une politique territoriale de santé après les municipales.**

Cette journée aura lieu au centre municipal de santé de Malakoff.

Les inscriptions sont à faire auprès du CIDEFE.

Le programme prévisionnel est le suivant :

9h:

Accueil des participants par **M. Patrice Voir**, responsable de la commission *Santé* de l'ANECR.

9h30

**Comment conduire une politique de santé sur un territoire** par le **Dr Michel Limousin**, médecin

11h30

**Le point sur la démographie médicale** par le **Dr Éric May**, médecin au CMS de Malakoff, président de l'**Union syndicale des médecins de centres de santé**

12h15

Repas dans un restaurant en présence de **M. Serge Cormier**, premier adjoint au maire de Malakoff (92)

13h30

**Histoire et présentation des centres de santé** par le **Dr Cédric Cheymol**, médecin-directeur du CMS de Bagneux

14h

**Présentation du mouvement des centres de santé** par le **Dr Frédéric Villebrun**, ancien médecin expert à la Haute autorité de Santé et médecin-directeur des centres de santé de Saint-Denis (93)

15h

**Comment créer un centre de santé**, par le **Dr Éric May**

Débat avec la salle

BUREAU  
DE PRESSE  
DU PCF

communiqués

### les centres de santé

Le Plan Valls de 50 milliards d'économie met en cause les politiques territoriales de santé, et ceci pour trois raisons :

- Le plan général d'économie de 23 milliards sur la Sécurité sociale réduira d'autant les capacités d'accès aux soins de la population par la baisse de sa solvabilisation.
- Le plan d'économie de 11 milliards sur les structures de santé réduira partout les capacités d'accueil des patients. Et les centres de santé ne sauront pas faire ce que l'hôpital ne ferra plus.
- Les 10 milliards d'économie sur les collectivités territoriales vont diminuer leur capacité à soutenir les services publics. Or, après les élections municipales, face au développement des dépassements d'honoraires des libéraux et face à la désertification médicale, beaucoup de projets de centres de santé ont vu le jour. Faute de moyens, ils risquent de ne pas être au rendez-vous et ceux qui existent verront leurs moyens amputés. De même les autres actions des collectivités en faveur de la santé comme les PMI ou les actions de santé publique vont souffrir.

Ainsi les patients moins remboursés, moins accueillis et victimes de la désertification médicale verront les politiques territoriales de santé s'affaïsser. À l'heure où s'ouvre une renégociation de la convention entre centres de santé et Sécurité sociale, nous demandons un changement de cette politique absurde qui tourne le dos aux besoins de la population. Nous soutenons le Pacte d'avenir proposé par le mouvement des centres de santé.

ACTIVITÉ EN DIRECTION DES RETRAITÉ-E-S

RENCONTRES DANS LES FÉDÉRATIONS

**D**e 16 millions en 2013, les retraités pourraient représenter en 2040 22 millions de personnes. C'est un phénomène totalement nouveau. Jamais, jusqu'à ce jour, aucune société n'a eu à connaître une telle répartition démographique de sa population qui se partagera désormais en trois parties à peu près égales, soit : un tiers en formation, un tiers en activité, un tiers en retraite.

Les immenses progrès médicaux, sociaux et culturels expliquent l'important allongement de l'espérance de vie intervenu depuis moins d'un siècle et l'accroissement spectaculaire de la proportion des plus de 60 ans dans la population générale.

L'allongement de la durée de vie s'accompagne d'un allongement de l'espérance de vie en bonne santé ; quand on gagne un an d'espérance de vie, on gagne un an et quatre mois d'espérance de vie en bonne santé. Les politiques régressives des gouvernements sont en train de remettre en cause ces avancées. L'espérance de vie en bonne santé stagne au mieux, voire régresse depuis une à deux années.

En France, cette avancée en âge, plutôt qu'être considérée comme un élément positif, est vue comme une charge en termes de retraites et de budget de santé. De même, au niveau de l'Europe, la Commission européenne a adopté, le 16 février 2012, un Livre blanc intitulé *Une stratégie pour des retraites adéquates, sûres et viables*, qui fait suite à la consultation ouverte en juillet 2010 par le Livre vert sur les retraites.

Ce Livre blanc examine de quelle manière l'Union européenne (UE) et les États-membres peuvent relever le défi que fait peser le vieillissement démographique sur les finances publiques. Pourtant, ces générations anciennes sont d'un apport économique et social essentiel, par les aides multiples aux enfants et petits-enfants, les solidarités actives, l'implication dans les associations et dans la vie publique...

La génération qui cesse son activité professionnelle aujourd'hui aux environs de 60 ans peut désormais envisager vivre 30 ans en moyenne et cela n'est pas sans conséquences sur l'organisation de cette vie, sur sa qualité et l'accompagnement à ses différents stades.

Notre société est encore très largement inadaptée à cette nouvelle démographie. Il nous faut donc repenser la cité pour qu'elle permette à toutes les générations de vivre ensemble en organisant des lieux de vie qui offrent l'accès aux services, aux commerces de proximité, aux services publics, aux centres de soins et à la santé, aux transports, mais aussi à la culture, aux loisirs... et dans le même temps que se crée les conditions du lien social dont on tant besoin les personnes fragilisées par l'âge !

Une initiative s'est tenu en février en Île-de-France, des contacts sont en cours en Bretagne, l'activité en direction des retraité-e-s se déploie sur le territoire. Merci d'y aider dans chaque département...

parole d'élus

une politique de santé ambitieuse



par Didier Paillard  
maire de Saint-Denis

**L**es conséquences des décisions gouvernementales entravent les politiques locales, pénalisent les populations et l'offre de service public local de proximité. L'annonce de coupes sombres dans les dotations financières aux collectivités locales par le Premier ministre ont pour conséquence, à Saint-Denis, une amputation de 11,3 M d'€ entre 2014 et 2017, soit une baisse de 6% des recettes en valeur 2013. Autrement dit, la Sécurité sociale et les collectivités locales financeront intégralement les 30 milliards d'euros de cadeaux aux entreprises dans le cadre du pacte de compétitivité présenté par le gouvernement. Une telle politique d'austérité pèsera dans notre ville et touchera de plein fouet les Dionysiens. Toutefois, nous ne pouvons abandonner ces derniers et avons pour ambition, malgré toutes ces contraintes, de maintenir, voire de développer et de faire évoluer le service public communal.

C'est bien pourquoi la politique volontariste que nous menons depuis des décennies en matière de santé a toute sa raison d'être. Compétence non obligatoire des communes, ce service public de proximité mis en place depuis l'après guerre par mes prédécesseurs vit au travers de quatre centres municipaux de santé et de six centres de PMI rénovés et modernisés durant le dernier mandat (3 M d'€

de travaux réalisés entre 2008-2012), de nos CPEF, de notre CSAPA et de notre centre médico-sportif. Un service de santé publique intégrant l'unité Ville et santé et l'unité de Santé environnementale complète ce dispositif.

L'engagement de la municipalité se traduit aussi par son action en faveur d'un projet de santé du territoire. L'unité Ville et santé coordonne les actions liées au Contrat local de santé signé avec l'Agence régionale de la santé en 2012, à l'Atelier Santé Ville et au Conseil local de santé mentale. Par ailleurs, la Permanence d'accès aux soins de santé (PASS) ambulatoire dans les CMS a été mise en place avec l'ARS IF, en lien avec les organisations locales aidant aux soins des patients en attente de droits à l'Assurance maladie. Les dépenses de fonctionnement consacrées à la politique de santé ont été confortées entre 2008 et 2013 avec 11 800 90 € de budget pour cette dernière année.

À l'inverse de l'austérité et du repli, ma conviction est que le dynamisme et les projets portés par les personnels et les habitants sont les meilleurs moyens de surmonter les difficultés et d'ouvrir des perspectives pour notre ville dans la fidélité aux valeurs de justice et de progrès social que nous défendons. La réorganisation des centres de santé municipaux engagée depuis l'année dernière va dans ce sens.

# LA FIÈVRE MONTE

## PCF ÎLE-DE-FRANCE

commission régionale *Santé/protection sociale*

Les communistes d'Île-de-France ont tenu, vendredi 16 mai après-midi, à apporter au Collectif de soutien à la Maternité des Lilas toute sa solidarité active, comme il l'a fait depuis quatre ans que dure ce bras de fer entre le personnel, les élu-es, les usagers et l'Agence régionale de Santé, l'ARS Île-de-France, dirigée par Claude Évin.

Lors de cette assemblée générale, les communistes ont mesuré, comme toutes et tous les participant-e-s, la gravité de la situation car la maternité, à un mois de la fin du permis de construire de sa reconstruction sur son site, n'a obtenu comme seule réponse de la ministre Marisol Touraine, **qu'elle s'en lave les mains**. En effet, en bottant en touche pour un arbitrage du dossier par le président de la République, François Hollande, la ministre laisse peser une forte menace de liquidation

## à la maternité des Lilas

judiciaire pour tout le personnel comme pour les usagers. Dramatiquement, fin août, si rien n'est décidé, l'établissement pourrait être liquidé!

Nous appelons tous celles et tous ceux qui refusent ce mépris affiché pour le personnel et les droits des femmes, à exprimer leur colère auprès de la présidence de la République. Nous invitons les élu-e-s à soutenir, auprès de François Hollande, la demande d'entretien qui sera déposée par le collectif de la Maternité des Lilas et lui rappeler que, le 3 juin 2012, il avait promis de revenir pour y déposer la première pierre.

Les communistes d'Île-de-France, leurs parlementaires ne ménageront pas leur peine pour faire entendre le combat du personnel de la Maternité des Lilas, véritable symbole d'une pratique militante, digne et respectueuse de l'obstétrique, des choix des parents et des droits des femmes.

La Maternité des Lilas et son centre d'orthogénie doivent vivre aux Lilas et nulle part ailleurs.

les cocos dans les collectifs locaux

## RUFFEC 10 et 11 mai 2014 : une assemblée générale de la *Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité dynamique et offensive*

Deux événements en un : le Comité de Ruffec fêtait ses 20 ans, et la *Coordination* ses 10 ans : symbole de l'endurance et de la détermination qu'il faut réunir pour défendre dans la continuité des engagements, dont les militants communistes, notre droit à la santé !

Trente comités de toute la France et plus d'une centaine de délégué-e-s ont participé à ces journées. Après avoir tiré un premier bilan sur le tour de France organisé par la *Coordination* : 32 étapes, 16 régions, 25 débats et 1200 participants, l'A.G.de Ruffec « a planché » sur plusieurs thèmes récurrents :

### Le site hospitalier ?

L'exemple de la lutte de 20 ans pour défendre l'hôpital de Ruffec, rayonnant sur un bassin de population rurale de 60 000habitants et 170 communes, ouvre le débat. L'hôpital intercommunal a perdu sa maternité, la chirurgie... mais a obtenu un scanner !!

Les participants ont réinterrogé le concept de proximité dans toutes les situations, rurales urbaines...

Les conséquences du Pacte Hollande/Valls ont été abordées, avec la conscience que de nouvelles attaques vont viser l'hôpital public.

### Réseaux de soins ?

Trois approches différentes ont été présentées, permettant d'avoir un vision large de ce concept « mis à toutes les sauces » depuis plusieurs années : un réseau de gérontologie qui produit de la coordination autour du médecin traitant et l'organisation d'une équipe à domicile ; « une université populaire et citoyenne

» qui développe une réflexion et des actions d'éducation populaire sur une ville, en l'occurrence Roubaix ; enfin un rappel historique de la psychiatrie de secteur, utile pour comprendre qu'il peut exister un schéma d'organisation bénéfique pour les patients où il peut y avoir « plusieurs centres » basées sur la solidarité et la gratuité d'accès.

### La prévention ?

Une émouvante intervention d'une infirmière scolaire a pointé – s'il le fallait encore ! – une situation d'incurie insupportable face à la réalité des besoins, et la terrible solitude des professionnels... qui n'ont que leur conscience professionnelle à offrir !

Les menaces qui pèsent sur les PMI financées par les départements sont de même nature...

### Les centres de santé ?

C'est ainsi qu'on apprend que la région Poitou-Charente finance... tous les projets de maisons de santé qu'« on » lui présente ! Après une présentation d'Éric May, les questions ont fusé, marquant un intérêt sérieux à ce qui apparaît, maintenant, comme une vraie alternative à l'organisation des soins primaires.

### Et la santé en Europe ?

Pleinement partie prenante du *Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale*, la *Coordination* avait invité des représentants du réseau de Grèce, d'Espagne et de Belgique.

Désastre humanitaire et sanitaire, résistances, solidarités et convergences des luttes ont été les mots-clé de cette soirée trop courte...

Évelyne Vander Heym